AVIS

AU PEUPLE.

UNE querelle s'eſt élevée entre le Roi & les Parlements. Les Parlements ont dit : Nous voulons être Roi ; un Roi n'eſt qu'un membre du Parlement : le Roi a dit : Il n'eſt pas encore temps. Si je vous laiſſois faire, cela pourroit arriver ; mais je ne vous laiſſerai pas faire.

Les Parlements ont dit : Nous ſommes néceſſaires. Le Roi a dit : Je vous montrerai que vous ne l'êtes pas ; vous êtes trop loin des moindres affaires pour les juger. Vous vous croyez trop au-deſſus du Peuple pour être ſes Juges. Dans les Provinces vous êtes des tyrans ; perſonne n'oſe plaider contre vous. Perſonne ne peut obtenir juſtice contre vous. Il faut à mes Peuples des Juges qui les protégent & ne les vexent pas.

Les Parlemens ont dit : Nous défen-

dons le Peuple contre les Impôts. Le Roi a dit : Vous faites illusion. Il ne s'agit pas d'Impôts. J'ai dit que je n'en demandois pas. J'ai montré qu'ils ne m'étoient pas nécessaires. Je veux seulement que vous payiez les vingtièmes comme les autres, & vous ne les payez pas.

Les Parlements ont dit : Nous sommes les interpretes des besoins des Peuples. Le Roi a dit : lorsque je connois les besoins des peuples, il ne leur faut pas d'interprete. J'ai établi les Assemblées Provinciales pour me les faire connoître, & vous n'aimez pas les Assemblées Provinciales. J'ai promis d'assembler les États-Généraux, & vous les craignez, quoique vous paroissiez les réclamer.

Voilà les vrais interpretes des Peuples. Vous ne m'avez jamais parlé contre la taille qui porte sur le Peuple ; mais vous avez rejetté la Subvention qui est le meilleur des Impôts.

Les Parlements ont dit : La Justice cessera. Le Roi a dit : Je prends des me-

ſures pour qu'elle ne ceſſe pas, & vous vous y oppoſez. Les Bailliages & les Préſidiaux la rendront mieux que vous. Il ne tient qu'à vous qu'elle reprenne tout ſon cours. Soumettez-vous. Il a fallu interrompre vos fonctions pour rétablir la Juſtice.

Les Parlements ont dit : Mais il y a long-temps que nous exiſtons. Le Roi a dit : Vous n'avez pas toujours abuſé de votre exiſtence, & tout a un terme. Les Jéſuites que vous avez détruits exiſtoient depuis long-temps. Tout Corps qui abuſe, finit par ſe perdre lui-même.

Voilà donc à quoi ſe réduit la querelle actuelle.

Le Peuple ſeul paiera t-il les vingtiemes ? Ce n'eſt pas lui qui craint de nouveaux Rôles.

Le Peuple doit-il faire cent lieues pour être jugé ? Ce n'eſt pas lui dont les cauſes exigent tant de frais.

Le Peuple doit-il obtenir juſtice contre l'homme puiſſant ? Ce n'eſt pas lui

qui dans l'état actuel peut l'obtenir contre un Préſident ou un Conſeiller

Le Roi & le Peuple ſont d'un côté; & de l'autre, le Parlement, & quelques partiſans auxquels il tient. Le Roi & le Peuple n'auront jamais qu'une cauſe & qu'un intérêt.

Si on pouvoit avoir quelque doute, il n'y auroit qu'à ſe dire, le Roi ſoutient ſon autorité; le Parlement ſoutient la ſienne. Mais ce que fait le Roi eſt utile aux Peuples; ce que le Parlement veut n'eſt utile qu'à lui-même.

Auſſi ſe plaint-on des nouveaux Édits, dans les Villes de Parlement, où par habitude, par intérêt, par liaiſon, on tient aux Magiſtrats, où quelquefois on les craint plus qu'on ne les aime.

Dans les petites villes, dans les campagnes, chacun jouit de l'eſpoir d'une Juſtice prompte & rapprochée, c'eſt le plus grand bienfait qu'un Roi ait pu procurer à ſes Peuples.

FIN.